

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/41291]

16 MAART 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van de centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs van 9 februari 2023 betreffende het model en de nadere regels van het evaluatieverslag van de coördinator van het territoriaal pool genomen met toepassing van artikel 61septdecies van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, verbindend wordt verklaard

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, inzonderheid op de artikelen 61septdecies, 95 en 97 ;

Gelet op de aanvraag van de Centrale paritaire commissie van gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs om de beslissing van 9 februari 2023 verbindend te verklaren ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De beslissing van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs van 9 februari 2023 betreffende het model en de nadere regels van het evaluatieverslag van de coördinator van het territoriaal pool genomen met toepassing van artikel 61septdecies van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2023.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit

Brussel, 16 maart 2023.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203772]

15 JUIJN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon du portant exécution du décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.), les articles 6, § § 2 et 3, 7, 9, 10, § § 1^{er} et 5, 12, alinéas 1^{er} et 3, 13, 14, alinéa 3, 19, 20, 21, 23, alinéa 2, 24, 26 et 31;

Vu le rapport du 6 juillet 2022 établi en application de l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 18 juillet 2022 et le 24 avril 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 août 2022;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm du 23 septembre 2022;

Vu l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 10 octobre 2022;

Vu l'avis n° 242/2022 de l'Autorité de protection des données du 21 octobre 2022;

Vu l'avis de Wallonie Entreprendre du 17 février 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'elle est également admise dès lors qu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des administrés en conférant une base légale complète;

Considérant que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Considérant qu'il est nécessaire de veiller à ce qu'il n'y ait pas de rupture du dispositif relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi;

Considérant qu'il convient notamment de veiller à ce que les services administratifs compétents reçoivent les habilitations nécessaires à leur fonctionnement;

Considérant dès lors, au vu de ce qui précède, que la rétroactivité au 1^{er} janvier 2023, prévue dans les dispositions finales du présent arrêté, se justifie;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 21 décembre 2022 : le décret du 21 décembre 2022 relatif à l'agrément et au subventionnement des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.);

2° la Ministre : le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions;

3° le demandeur : la structure qui souhaite obtenir l'agrément ou le renouvellement d'agrément comme structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi;

4° le Comité : le Comité d'agrément et de suivi institué à l'article 8 du décret du 21 décembre 2022;

5° Wallonie Entreprendre : la NewCO telle que définie à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 12°, du décret du 21 décembre 2022.

Art. 2. § 1^{er}. Lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en jours, il s'agit de jours francs.

Le jour de l'échéance est pris en compte dans le délai.

Lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 2. Lorsque le présent arrêté prévoit des délais exprimés en mois, le délai se compte à partir du lendemain de l'événement qui le fait courir.

Lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

CHAPITRE 2. — *Agrément, subventionnement et obligations*

Section 1^{re}. — Agrément

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément, dont le modèle est établi par la Ministre ou son délégué, est introduite par le demandeur par envoi recommandé au plus tard le 31 mai de l'année qui précède celle pour laquelle l'agrément est sollicité.

La Ministre ou son délégué classe la demande d'agrément sans suite en cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La demande d'agrément précise la catégorie d'agrément demandée et est accompagnée d'un dossier comprenant au minimum :

1° une copie des statuts coordonnés de l'organisme demandeur;

2° une description argumentée du projet d'accompagnement des porteurs de projet et des entrepreneurs que le demandeur compte mettre en œuvre;

3° une description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour l'accompagnement des porteurs de projet, en ce compris les moyens prévus ou les collaborations prévues pour le test des porteurs de projet visé à l'article 15, § 1^{er}, 3°, alinéa 2, du décret du 21 décembre 2022;

4° un relevé du personnel qui assure l'encadrement des porteurs de projet avec, pour chacun des membres, l'indication de ses qualifications, expériences professionnelles et fonctions au sein de l'organisme demandeur;

5° une copie des conventions de partenariat ou documents équivalents que le demandeur a conclus;

6° lorsqu'il s'agit d'une S.A.A.C.E. généraliste, pour chaque bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi dans lequel le demandeur propose de développer son activité, un argumentaire détaillé de sa connaissance du territoire et de sa plus-value dans celui-ci;

7° un rapport d'activités de l'année précédant celle de l'introduction de la demande d'agrément si la S.A.A.C.E. était agréée l'année précédant celle de l'introduction de la demande;

8° la conclusion d'une convention de collaboration avec le FOREm telle que visée par le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi;

9° l'engagement de conclure avec les porteurs de projet une convention fixant les droits et obligations des deux parties et dont le modèle est déterminé par la Ministre ou son délégué;

10° les engagements visés à l'article 4, § 2, 8° à 12°, et à l'article 9, 8°, b), et 9° à 11°, du décret du 21 décembre 2022;

11° le plan d'actions bisannuel visé à l'article 21, § 2, du décret du 21 décembre 2022 pour les deux premières années de l'agrément;

12° la démonstration qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté ou de son pays, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le décret du 21 décembre 2022 si elle ne dispose pas d'un siège social sur le territoire de la région de langue française.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par catégorie d'agrément le caractère généraliste ou spécialisée de la S.A.A.C.E. visé respectivement à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, du décret du 21 décembre 2022.

§ 3. Pendant la durée de la procédure d'agrément, le demandeur informe l'administration de tout changement relatif aux informations visées aux points 1° à 10°.

Le cas échéant, l'administration informe le Comité des changements visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Les thématiques et secteurs spécifiques visés à l'article 6, § 2, alinéa 2, du décret du 21 décembre 2022 sont la construction et l'alimentation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par construction le secteur qui regroupe toutes les étapes du processus de construction, de la préparation de site à la maintenance des bâtiments ou des routes, en passant par la construction et l'aménagement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, on entend par alimentation le système alimentaire partant de l'agriculture, de l'élevage, en passant par la transformation (industrie alimentaire) et la distribution, notamment en circuit court.

Art. 4. § 1^{er}. L'administration accuse réception de la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément dans les dix jours de sa réception.

Si la demande est incomplète, l'administration en avise le demandeur dans les quinze jours de sa réception. Le demandeur dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou renseignements manquants soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique. A défaut, la demande est irrecevable.

Le demandeur introduit les pièces manquantes de la même manière que la demande visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier de demande d'agrément complet, l'administration le transmet pour avis au Comité.

Le Comité remet son avis motivé à l'administration pour le 30 septembre au plus tard. À défaut, l'avis n'est plus requis.

§ 3. La Ministre se prononce sur l'octroi ou le renouvellement d'agrément au plus tard le 15 novembre.

La décision favorable d'octroi ou de renouvellement d'agrément contient au minimum :

1° la catégorie d'agrément;

2° le nombre maximum de nouveaux porteurs de projet que la S.A.A.C.E. accompagne par année civile au cours des deux premières années d'agrément;

3° le nombre total de jours maximum d'accompagnement autorisés par année, pour les deux premières années de l'agrément;

4° lorsqu'il s'agit d'une S.A.A.C.E. généraliste, le ou les bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi dans lesquels la S.A.A.C.E. est autorisée à exercer son activité.

La Ministre, après avis du Comité, opère un choix sur les bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi sur lesquelles la S.A.A.C.E. demande l'agrément lorsqu'une ou plusieurs structures généralistes demandent à être agréées sur plus de trois bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi ou opère un choix entre les S.A.A.C.E. si plus de deux S.A.A.C.E. spécialisées demandent un agrément dans une même thématique.

§ 4. L'administration notifie la décision ministérielle au demandeur, par envoi recommandé, dans un délai de dix jours, à dater de la réception de la décision de la Ministre

L'avis du Comité est joint à la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 5. La demande de renouvellement d'agrément est introduite conformément à l'article 3, § 1^{er}, au plus tard le 31 mai de l'année qui précède celle pour laquelle le renouvellement d'agrément est sollicité.

La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les articles 3 et 4.

Hormis le plan d'actions bisannuel visés à l'article 3, § 2, 11°, les documents ou renseignements visés à l'article 3, § 2, sont à communiquer par le demandeur lorsque ceux-ci font l'objet de modifications au cours de la période couverte par l'agrément en cours ou pour lesquels une modification est prévue pour l'avenir.

Par dérogation à l'alinéa 3, le rapport d'activités visé à l'article 3, § 2, 7°, ne doit pas être joint à la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 6. § 1^{er}. Le nombre de porteurs de projet accompagnés pour lequel la S.A.A.C.E. est agréée est déterminé par la Ministre en fonction du plan d'actions approuvé conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, de la situation et des évolutions de l'environnement socio-économique du ou des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi et du rapport d'activités de l'année précédente.

Le nombre de porteurs de projet accompagnés est déterminé annuellement pour une période de deux ans et est réévalué par la Ministre tous les deux ans sur base du plan d'actions approuvé conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, et de la situation et des évolutions de l'environnement socio-économique du ou des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi et du rapport d'activités de l'année précédente.

Un porteur de projet est comptabilisé sur l'année civile au cours de laquelle la convention visée à l'article 9, 3°, du décret du 21 décembre 2022, dont le modèle est déterminé par la Ministre ou son délégué, débute ses effets.

§ 2. Le nombre total de jours d'accompagnement maximum autorisés est déterminé par la Ministre en fonction du plan d'actions approuvé conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, et de la situation et des évolutions de l'environnement socio-économique du ou des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi et du rapport d'activités de l'année précédente.

Le nombre de jours d'accompagnement maximum autorisés est fixé par année et est déterminé pour une période de deux ans. Il est réévalué par la Ministre tous les deux ans sur base du plan d'actions approuvé conformément à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, et de la situation et des évolutions de l'environnement socio-économique du ou des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi et du rapport d'activités de l'année précédente.

Pour l'application des paragraphes 1 et 2, on entend notamment par situation et évolutions de l'environnement socio-économique, le nombre et le profil des demandeurs d'emploi inoccupés présents sur le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi concerné ou l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi inoccupés présents sur l'ensemble du territoire de la région de langue française durant l'année précédant l'année d'exercice de la S.A.A.C.E.

Art. 7. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire, par envoi recommandé, un recours motivé contre la décision visée à l'article 4, § 3, auprès de l'administration dans les trente jours à compter de la notification de la décision ministérielle visée à l'article 4, § 3. A défaut de respecter ce délai, le recours est irrecevable.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} n'a pas d'effet suspensif.

§ 2. L'administration accuse réception du recours, par envoi recommandé, dans les dix jours de sa réception. Elle instruit le dossier et le transmet dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours au Comité pour avis.

Le Comité peut entendre les représentants légaux du demandeur qui demande l'agrément ou son renouvellement, soit à son initiative, soit à leur demande.

Avant l'audition prévue à l'alinéa 2, une convocation électronique qui mentionne les points précis sur lesquels il sera entendu est envoyée par l'administration au demandeur par pli postal ordinaire ou par voie électronique.

Le Comité remet son avis motivé à l'administration dans les trente jours suivant l'audition visée à l'alinéa 2.

En cas de non-respect du délai visé à l'alinéa 4, l'avis du Comité n'est plus requis.

§ 3. Dès réception de l'avis du Comité, l'administration transmet dans un délai de quinze jours une proposition de décision à la Ministre.

La Ministre statue sur le recours dans un délai de trente jours à dater de la date d'envoi de la proposition de décision par l'administration.

L'administration notifie, par pli postal ordinaire ou par voie électronique, la décision ministérielle au demandeur dans un délai de dix jours à dater de la réception de la décision de la Ministre.

Art. 8. § 1^{er}. La Ministre peut, après avis du Comité, décider de suspendre ou d'abroger l'agrément ou le renouvellement d'agrément de la S.A.A.C.E.

§ 2. En cas de suspension de l'agrément ou du renouvellement d'agrément, la décision précise la date pour laquelle la S.A.A.C.E. doit se mettre en ordre par rapport aux conditions et obligations qu'elle n'a pas respectées, ainsi que, le cas échéant, les modalités de suspension du subventionnement.

La décision de suspension de l'agrément ou du renouvellement d'agrément ne peut excéder une durée de cent quatre-vingts jours.

Passé le délai de suspension, la Ministre peut abroger l'agrément ou le renouvellement d'agrément si la S.A.A.C.E. ne remplit toujours pas les conditions de l'agrément ou du renouvellement d'agrément ou s'il ne respecte toujours pas les obligations établies par ou en vertu du décret du 21 décembre 2022.

§ 3. Le Comité invite, par envoi recommandé, les représentants de la S.A.A.C.E. à être entendus avant l'adoption, le cas échéant, de la décision de suspension ou d'abrogation de son agrément ou de son renouvellement d'agrément.

L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation par l'administration mentionnant les points précis à propos desquels le Comité souhaite entendre le point de vue de la S.A.A.C.E.

Le Comité remet son avis dans un délai de septante jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet transmis par l'administration.

Art. 9. Le Comité fixe les règles de son fonctionnement dans un règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à la Ministre pour approbation.

Section 2. — Subventionnement

Art. 10. § 1^{er}. La Ministre octroie à la S.A.A.C.E., dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une subvention annuelle destinée à couvrir les frais visés à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 21 décembre 2022.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est déterminée en fonction des objectifs fixés dans le plan d'actions bisannuel visé à l'article 21, § 2, du décret du 21 décembre 2022.

§ 2. La subvention visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est liquidée comme suit :

1° une première tranche de septante-cinq pour cent est mise en liquidation lors de la notification de l'arrêté ministériel de subvention à titre d'avance et au plus tard le 15 mars ;

2° le solde de vingt-cinq pour cent est liquidé au plus tard le 30 septembre de l'année suivant celle sur laquelle porte la subvention annuelle sur base d'une déclaration de créance et après réception par l'administration du rapport d'activités conformément à l'article 17.

Le solde est octroyé en fonction des livrables réalisés et validés par le Comité dans le cadre du processus de contrôle conformément à l'article 20.

Aucun intérêt de retard ne peut pas être réclamé relativement à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

§ 3. Les montants forfaitaires visés à l'article 13 du décret du 21 décembre 2022 s'établissent comme suit :

1° pour l'information et l'orientation : 403,5 euros pour une durée forfaitaire de réalisation d'un demi-jour;

2° pour le diagnostic d'un projet d'autocréation d'emploi : 2421 euros pour une durée forfaitaire de réalisation de trois jours;

3° pour le suivi d'un projet d'autocréation d'emploi, à savoir les phases de pré-crédation : 807 euros par jour à multiplier par le nombre de jours prestés justifiés avec un plafond de dix jours étalés sur dix-huit mois;

4° pour le suivi d'un projet d'autocréation d'emploi, à savoir les phases de pré-crédation et de test : 807 euros par jour à multiplier par le nombre de jours prestés justifiés avec un plafond de vingt jours étalés sur vingt-quatre mois;

5° pour le suivi d'un projet d'autocréation d'emploi, à savoir les phases de post-crédation : 807 euros par jour à multiplier par le nombre de jours prestés justifiés avec un plafond de quatre jours par an sur un maximum de trente-six mois;

6° pour la conception d'un atelier de renforcement des capacités des porteurs de projet ou entrepreneurs : 3228 euros pour une durée forfaitaire de réalisation de quatre jours;

7° pour la mise en œuvre d'un atelier de renforcement des capacités des porteurs de projet ou entrepreneurs : 1210,5 euros pour une durée forfaitaire de réalisation d'un jour et demi.

§ 4. Les montants forfaitaires visés au paragraphe 3 couvrent l'ensemble des frais directs et indirects générés par l'accompagnement effectué par les S.A.A.C.E. tels que :

1° la rémunération des accompagnateurs;

2° la rémunération des assistants;

3° la rémunération de la direction;

4° les frais informatiques liés aux accompagnements;

5° l'amortissement d'équipements utilisés dans le cadre des accompagnements;

6° les frais de stratégie de communication, de promotion et de branding;

7° la construction de communautés et groupes d'entrepreneurs;

8° les coûts indirects générés par l'accompagnement tels que :

- les frais liés à l'utilisation du bâtiment;
- les frais d'aménagement et d'entretien des locaux;
- les produits et matériels d'entretien;
- les petits équipements de bureau;
- les équipements et fournitures informatiques standard;
- l'achat de licences et de logiciels standards;
- les frais de télécommunication;
- les frais de restaurant et dépenses de produits alimentaires;
- les frais de traduction et d'interprétariat;
- les frais de documentation et de bibliographie;
- les frais postaux et frais de mailing;
- les frais de mission;
- les frais d'inscription du personnel à des séminaires et colloques;
- les frais de formation du personnel;
- les frais liés aux Comités d'accompagnement et aux réunions techniques et stratégiques.

§ 5. Les montants visés au paragraphe 3 sont indexés, en janvier de chaque année, en multipliant ces montants par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation, indice santé lissé, des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation, indice santé lissé, des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente. Le montant résultant de ce calcul d'indexation est ensuite arrondi à l'unité supérieure.

§ 6. Le montant visé à l'article 10, § 4, alinéa 1^{er}, du décret du 21 décembre 2022 est versé par la Ministre en une tranche unique et une seule fois à la notification de l'octroi de l'agrément.

Art. 11. La subvention visée à l'article 12 du décret du 21 décembre 2022 est octroyée par la Ministre, dans la limite des crédits disponibles, sur base du rapport d'activités démontrant l'augmentation du niveau de l'activité.

Elle est liquidée conformément à l'article 10, § 2, sur base des montants forfaitaires globaux visés à l'article 10, § 3, indexés conformément à l'article 10, § 5.

Art. 11. § 1^{er}. Conformément à l'article 14 du décret du 21 décembre 2022, l'administration analyse les comptes annuels détaillés transmis par la S.A.A.C.E. et les compare à l'activité réellement exercée par la S.A.A.C.E. au regard, notamment, du rapport d'activités visé à l'article 21, § 1^{er}, du décret du 21 décembre 2022.

§ 2. Conformément à l'article 14, alinéa 2, du décret du 21 décembre 2022, le bénéfice de l'exercice n'est pas déduit de la subvention à concurrence du montant du bénéfice de l'exercice qui a été affecté :

- 1° à la résorption des pertes reportées;
- 2° à une réserve pour passif social;
- 3° à une réserve pour investissements futurs;
- 4° au bénéfice reporté.

Le montant maximum qui peut être affecté au bénéfice reporté s'élève à 10

du bénéfice de l'exercice, toutes sources de subventionnement confondues. Le bénéfice reporté ainsi constitué doit servir à la résorption d'éventuelles pertes futures.

Pour l'application des alinéas 1^{er} et 2, on entend par :

1° bénéfice de l'exercice : le montant positif indiqué soit au code 9904 du modèle abrégé ou complet de comptes annuels pour associations, intitulé " Résultat positif (négatif) de l'exercice ", soit au code 13033 du compte général, intitulé " boni de l'exercice en cours ";

2° passif social : les frais de licenciement et d'outplacement.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à la partie du bénéfice de l'exercice qui provient de l'aliénation d'une immobilisation dont une partie de la valeur a été imputée via des amortissements sur une ou plusieurs subventions. Les investissements futurs visés à l'alinéa 1^{er}, 3^o, sont uniquement éligibles à la subvention déduction faite du montant mis en réserve.

§ 3. Le pourcentage visé à l'article 4, § 2, alinéa 4, du décret du 21 décembre 2022 est calculé sur la marge brute de l'activité développée par le porteur de projet qui se traduit par la différence entre le chiffre d'affaires (comptes 70) et les achats directs (comptes 60) qui entrent directement tant dans la confection des biens (corporels et incorporels) que dans la réalisation des prestations, vendus au client final.

Section 3. — Obligations

Art. 12. La S.A.A.C.E. agréée signe une convention de collaboration avec Wallonie Entreprendre contenant les principes généraux qui régissent l'accompagnement des porteurs de projets et des entreprises en Région wallonne, tel que prévu à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2022.

Art. 13. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. agréée conclut un contrat de formation professionnelle avec le FOREm et avec le porteur de projet pour les phases de pré-crédation et de test de l'axe dénommé suivi d'un projet d'autocrédation d'emploi.

§ 2. L'accompagnement des porteurs de projet par une S.A.A.C.E. pendant les phases de pré-crédation et de test est assimilé à de la formation professionnelle à temps plein en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle.

Pour l'application de l'alinéa 2, le porteur de projet bénéficie des avantages octroyés en application des articles 2 à 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, uniquement pour les heures prestées en S.A.A.C.E. lors de rendez-vous en ateliers, en entretien d'accompagnement ou en formation.

CHAPITRE 3. — *De la structure d'appui aux S.A.A.C.E*

Art. 14. § 1^{er}. La Ministre désigne la structure d'appui aux S.A.A.C.E. visée à l'article 18 du décret du 21 décembre 2022, après mise en concurrence.

§ 2. Cette structure remplit les conditions suivantes :

- 1° être constituée sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° avoir pour objet d'offrir un appui aux S.A.A.C.E. et représenter les intérêts de toutes les S.A.A.C.E. agréés;
- 3° avoir pour membres plus de la moitié des S.A.A.C.E.;
- 4° s'engager à adhérer aux principes du décret du 21 décembre 2021.

Art. 15. § 1^{er}. La Ministre détermine la subvention visée à l'article 20 du décret du 21 décembre 2022.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est destinée à couvrir les frais de fonctionnement, les frais de personnel et les frais liés à l'accomplissement des missions visées à l'article 18 du décret du 21 décembre 2022.

§ 2. La structure d'appui aux S.A.A.C.E. transmet à la Ministre ou son délégué un plan d'actions annuel et un rapport d'activités annuel comprenant les comptes annuels détaillés pour approbation.

Le plan d'actions visé à l'alinéa 1^{er} est déposé chaque année soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique, pour l'exercice suivant, pour le 15 novembre au plus tard.

Le rapport d'activités visé à l'alinéa 1^{er} est transmis chaque année pour le 31 mars au plus tard.

L'administration peut solliciter l'avis de Wallonie Entreprendre sur le plan d'actions visé à l'alinéa 1^{er} et transmet le rapport d'activités annuel, visé à l'alinéa 1^{er}, pour information à Wallonie Entreprendre.

§ 3. La subvention est liquidée comme suit :

- 1° une première tranche de quatre-vingts pour cent;
- 2° un solde de vingt pour cent, après contrôle des pièces justificatives et approbation du rapport d'activités annuel par la Ministre ou son délégué.

La subvention est indexée annuellement conformément à l'article 10, § 5.

CHAPITRE 4. — *Evaluation et contrôle*Section 1^{re}. — *Suivi et évaluation*

Art. 16. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. transmet à l'administration, soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique, un rapport d'activités, dont le modèle est déterminé par la Ministre ou son délégué, au plus tard le 31 mars de chaque année.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1^{er} reflète l'activité de la S.A.A.C.E. et contient au minimum :

- 1° l'état d'avancement de la réalisation du plan d'actions bisannuel visé à l'article 21, § 2, du décret du 21 décembre 2022 au travers des éléments repris à l'article 21, § 1^{er}, 2^{ème} et 4^{ème} alinéas, du même décret;
- 2° les modifications éventuelles concernant la composition de l'organe d'administration et le personnel occupé par la S.A.A.C.E.;
- 3° une analyse critique des succès et des éventuels échecs rencontrés.

L'administration analyse le rapport et le transmet au Comité au plus tard un mois à dater de sa réception.

La S.A.A.C.E. transmet pour le 30 juin au plus tard les comptes annuels détaillés à l'administration.

Art. 18. § 1^{er}. La S.A.A.C.E. transmet à l'administration, soit par pli postal ordinaire, soit par voie électronique, le plan d'actions bisannuel visé à l'article 21, § 2, du décret du 21 décembre 2022, dont le modèle est arrêté par la Ministre ou son délégué, en concertation avec ses partenaires.

La Ministre ou son délégué approuve le plan d'actions bisannuel dans les deux mois à dater de la réception du plan d'actions bisannuel complet sur le fond et sur la forme.

Le plan d'actions bisannuel tient compte notamment de la situation et des évolutions de l'environnement socio-économique du ou des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi où la S.A.A.C.E. est agréée et se décline, le cas échéant, pour chacun de ceux-ci.

Pour l'application de l'alinéa 3, on entend notamment par situation et évolutions de l'environnement socio-économique, le nombre et le profil des demandeurs d'emploi inoccupés présents sur le bassin Enseignement qualifiant - Formation - Emploi concerné ou l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi inoccupés présents sur l'ensemble du territoire de la région de langue française durant l'année précédant l'année d'exercice de la S.A.A.C.E.

§ 2. Le plan d'actions visé au paragraphe 1^{er} reprend au minimum les éléments suivants :

- 1° une projection sur deux ans du nombre de porteurs de projets ou d'entrepreneurs à accompagner, et respectivement le nombre de livrables de type information, orientation, diagnostic, suivi ou atelier de renforcement de capacités;
- 2° le taux de création moyen projeté sur base de la projection visée à l'alinéa 1^{er}, 1°;
- 3° une projection sur deux ans du nombre d'entreprises qui seront créées à la suite de l'accompagnement fourni par la S.A.A.C.E. dans le cadre des livrables des catégories 3 et 4 du référentiel de produits;
- 4° le taux de transformation de diagnostics d'un projet d'autocréation d'emploi en suivi d'un projet d'autocréation d'emploi à atteindre;
- 5° une estimation du taux de pérennité des entreprises à trois ans et à cinq ans.

Au paragraphe 2, 3°, par entreprise créée, il faut entendre toute nouvelle entité juridique enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 3. La S.A.A.C.E. transmet à l'administration son plan d'actions bisannuel au cours de la deuxième et de la quatrième année d'agrément pour le 1^{er} octobre au plus tard.

Art. 17. § 1^{er}. L'évaluation de l'atteinte des objectifs d'une S.A.A.C.E. vise la qualité des livrables et est effectué par échantillonnage.

§ 2. Les paramètres du processus d'évaluation par échantillonnage sont définis dans un plan d'évaluation, déterminé et validé par le Comité, qui correspond à la durée du plan d'actions bisannuel visé à l'article 21, § 2, du décret du 21 décembre 2022.

Outre les modalités d'évaluation par échantillonnage, le plan d'évaluation détermine, par S.A.A.C.E. et par type d'axes de l'accompagnement visés à l'article 15 du décret du 21 décembre 2022 le pourcentage minimum de livrables dont la qualité devra être évaluée.

§ 3. L'évaluation de la qualité s'effectue sur base des critères établis dans le référentiel de l'offre de produits et des canevas de livrables qui y sont associés.

L'évaluation de la qualité prend en considération la satisfaction du porteur de projet via un questionnaire de satisfaction déterminé par la Ministre ou son délégué.

L'évaluation de la qualité est réalisée par Wallonie Entreprendre qui transmet régulièrement un rapport d'évaluation à l'administration.

Les livrables produits par la S.A.A.C.E. sont transmis par cette dernière selon les modalités déterminées par la Ministre ou son délégué.

Art. 18. § 1^{er}. Le Comité valide les livrables produits par la S.A.A.C.E. sur base de l'évaluation de la qualité conformément à l'article 19 au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'année de l'agrément faisant l'objet de l'évaluation qualitative.

§ 2. Lorsque les objectifs d'une S.A.A.C.E. ne sont pas atteints ou que la qualité des livrables est jugée insuffisante par le Comité :

1° Wallonie Entreprendre élargit le pourcentage minimum de livrables dont la qualité doit être évaluée;

2° le Comité peut entendre les représentants de la S.A.A.C.E. afin qu'ils puissent faire valoir leurs arguments;

3° le Comité adresse à la S.A.A.C.E. des recommandations dans le but de l'aider à atteindre ses objectifs et d'améliorer la qualité de son accompagnement;

4° la Ministre peut réduire le montant des subventions visées à l'article 10 ou encore récupérer une partie de celles-ci conformément à la procédure visée à l'article 22, alinéas 2 à 6.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, la réduction ou la récupération sont envisagées en tenant compte du principe de proportionnalité et de la gravité ou de la récurrence du manquement aux objectifs de la S.A.A.C.E. ou de l'insuffisance de la qualité des livrables.

Section 2. — Contrôle

Art. 19. En exécution de l'article 23, alinéa 2, du décret du 21 décembre 2022, les S.A.A.C.E. qui font l'objet d'un contrôle sont sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche, sur la base d'une analyse de risques.

Art. 20. En cas de non-respect des obligations prévues par ou en vertu du décret du 21 décembre 2022, de suspension ou d'abrogation d'agrément d'une S.A.A.C.E., la Ministre peut appliquer une ou plusieurs sanctions telles que prévues à l'article 24, § 1^{er}, du décret du 21 décembre 2022.

Au préalable, l'administration adresse à la S.A.A.C.E. un avertissement, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, l'invitant à faire part, dans un délai de quinze jours à dater de la notification de l'avertissement, de ses observations et moyens de défense.

Les représentants de la S.A.A.C.E. concernée peuvent, à leur demande, être entendus par l'administration, dans un délai de trente jours à dater de la réception de ses observations et moyens de défense.

L'administration transmet le dossier, un rapport circonstancié ainsi qu'une proposition de décision à la Ministre, ou à son délégué.

La Ministre, ou son délégué, prend sa décision dans les dix jours qui suivent la réception du dossier complet transmis par l'Administration.

L'administration notifie, par toute voie conférant date certaine à l'envoi, la décision à la S.A.A.C.E. concernée, dans un délai de dix jours à dater de la réception de la décision ministérielle.

L'administration est chargée de récupérer toute aide indûment versée, par toute voie de droit, en ce compris la compensation.

CHAPITRE 5. — Traitement des données à caractère personnel

Art. 21. § 1^{er}. L'administration est le responsable du traitement visé à l'article 25, alinéa 1^{er}, du décret du 21 décembre 2022.

§ 2. Les données à caractère personnel relatives au personnel de la S.A.A.C.E. susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont :

1° les données d'identification personnelles : le nom, l'adresse privée ou professionnelle, le numéro de téléphone privé ou professionnel, les identifiants attribués par le responsable du traitement;

2° les données relatives au parcours académique : les types d'établissements fréquentés, les diplômes obtenus, les appréciations de progression académique;

3° les données relatives à l'emploi actuel : l'employeur, le titre et la description de la fonction, le grade, le lieu de travail, la spécialisation ou le type d'entreprise, les modalités et les conditions de travail, les fonctions antérieures et l'expérience précédente auprès de l'employeur actuel, le régime de travail.

§ 3. Les données à caractère personnel relatives aux porteurs de projets susceptibles d'être traitées dans la mise en œuvre du décret du 21 décembre 2022 sont :

1° les données d'identification personnelles : le nom, l'adresse privée ou professionnelle, le numéro de téléphone privé ou professionnel, les identifiants attribués par le responsable du traitement, le numéro d'identification au Registre national, s'il s'agit d'une personne physique inscrite au Registre national ou le numéro d'identification de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale, visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque carrefour de la sécurité sociale, s'il s'agit d'une personne physique non inscrite au Registre national, le statut;

2° les données d'identification électroniques;

3° les détails personnels : l'âge, le sexe et la nationalité;

4° les données relatives au parcours académique : les diplômes obtenus;

5° les données relatives à l'emploi actuel : l'employeur, le titre et la description de la fonction, le grade, le lieu de travail, la spécialisation ou le type d'entreprise, les modalités et les conditions de travail, les fonctions antérieures et l'expérience précédente auprès de l'employeur actuel, le régime de travail;

6° les données relatives à la motivation du porteur de projet, son expérience et ses objectifs;

7° les données relatives au projet du porteur de projet.

CHAPITRE 6. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 22. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, en abrégé : " S.A.A.C.E »;

2° l'article 2/1, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2021.

Art. 23. § 1^{er}. Les décisions d'agrément ou de renouvellement d'agrément des S.A.A.C.E. octroyées conformément au décret du 15 juillet 2008 précité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 visée à l'article 23, à l'exception de ses articles 2 à 6, jusqu'au 30 juin 2023 au plus tard.

§ 2. Les modalités particulières suivantes s'appliquent aux agréments débutant le 1^{er} janvier 2023 :

1° les S.A.A.C.E. agréées en vertu du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) associations doivent introduire leur demande d'agrément pour le 9 janvier 2023 au plus tard;

2° le Comité remet son avis pour le 31 mai 2023 au plus tard;

3° la Ministre prend sa décision sur la demande d'agrément pour le 31 juillet 2023 au plus tard;

4° le plan d'actions bisannuel est transmis à l'administration pour le 9 janvier 2023 au plus tard.

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 27. Le Ministre qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203772]

15 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 21 december 2022 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E")

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 2022 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E") de artikelen 6, § 2 en 3, 7, 9, 10, § 1^{er} en 5, 12, leden 1 en 3, 13, 14, lid 3, 19, 20, 21, 23, lid 2, 24, 26 en 31;

Gelet op het rapport van 6 juli 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 juli 2022 en 24 april 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 augustus 2022;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Forem, gegeven op 23 september 2022;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 10 oktober 2022;

Gelet op advies nr. 242/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 oktober 2022;

Gelet op het advies van "Wallonie Entreprendre" van 17 februari 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de terugwerkende kracht van de bestuurshandelingen wordt toegelaten voor zover ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienstverlening en voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand, voor zover ze de eisen inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in aanmerking neemt;

Overwegende dat ze ook toegelaten is voor zover ze voor de uitvoering van de wet noodzakelijk is;

Overwegende dat de aanneming te dezen van een besluit met terugwerkende kracht als gevolg zal hebben dat de rechtszekerheid versterkt zal worden ten gunste van de burgers, waarbij een rechtsbasis wordt verstrekt;

Overwegende dat de terugwerkende kracht voordeel brengt aan de belanghebbenden en, in die zin, verantwoord is;

Overwegend dat het noodzakelijk is om ervoor te zorgen dat er geen onderbreking is in het systeem met betrekking tot de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerking) (afgekort "S.A.A.C.E.");

Overwegende dat er met name voor gezorgd moet worden dat de bevoegde administratieve diensten de voor hun werking nodige machtigingen ontvangen;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat de terugwerkende kracht op 1 januari 2023 zoals bedoeld in de slofbepalingen van dit besluit dan ook gerechtvaardigd wordt;

Op de voordracht van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 21 december 2022: het decreet van 21 december 2022 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerking) (afgekort "S.A.A.C.E.");

2° de Minister: de Minister van Tewerkingstelling.

3° de aanvrager: de structuur die de erkenning of de hernieuwing van de erkenning als "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" aanvraagt;

4° het Comité: het erkennings- en opvolgingscomité dat is opgericht krachtens artikel 8 van het decreet van 21 december 2022;

5° Wallonie Entreprendre: de NewCO zoals gedefinieerd in artikel 1, lid 1, 12°, van het decreet van 21 december 2022.

Art. 2. § 1^{er}. Wanneer dit besluit in termijnen voorziet die in dagen worden uitgedrukt, betreft het vrije dagen.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn;

Als die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de volgende werkdag verschoven.

§ 2. Wanneer dit besluit in termijnen voorziet die in maanden worden uitgedrukt, wordt de termijn berekend vanaf daags na de gebeurtenis die de termijn inzet.

Als die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de volgende werkdag verschoven.

HOOFDSTUK 2. — *Erkenning, subsidies en verplichtingen*

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 3. § 1^{er}. De erkenningsaanvraag, waarvan het model wordt opgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde, moet door de aanvrager per aangetekende post worden ingediend uiterlijk op 31 mei van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

De Minister of zijn afgevaardigde sluit de erkenningsaanvraag als de in lid 1 bedoelde termijn niet wordt gehaald.

§ 2 De erkenningsaanvraag vermeldt de categorie van de aangevraagde erkenning en gaat vergezeld van een dossier dat ten minste het volgende bevat:

1° een kopie van de gecoördineerde statuten van de aanvragende instelling;

2° een gemotiveerde beschrijving van het project ter begeleiding van projectdragers en ondernemers dat de aanvrager wil uitvoeren;

3° een beschrijving van de materiële en personele middelen die worden ingezet om de projectdragers te ondersteunen, met inbegrip van de middelen die zijn voorzien of de samenwerkingsverbanden die zijn gepland voor het testen van de projectdragers bedoeld in artikel 15, § 1, 3°, tweede lid, van het decreet van 21 december 2022;

4° een lijst van het personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van de projectdragers, met vermelding van de kwalificaties, de professionele ervaring en de taken van elk lid binnen de aanvragende instelling;

5° een afschrift van alle partnerschapsovereenkomsten of gelijkwaardige documenten die de aanvrager heeft afgesloten;

6° in het geval van een generalistische "S.A.A.C.E.", voor elke regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin de aanvrager zijn activiteit wil ontwikkelen, een gedetailleerde toelichting van zijn kennis van het gebied en zijn toegevoegde waarde in het gebied;

7° een activiteitenverslag voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de erkenningsaanvraag wordt ingediend, indien de "S.A.A.C.E." werd erkend in het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aanvraag wordt ingediend;

8° het sluiten van een samenwerkingsakkoord met FOREm zoals bedoeld in het decreet van 12 november 2021 met betrekking tot coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;

9° een verbintenis tot het sluiten van een overeenkomst met de projectdragers waarin de rechten en plichten van beide partijen worden vastgesteld en waarvan het model wordt bepaald door de Minister of zijn afgevaardigde;

10° de verbintenissen bedoeld in artikel 4, § 2, 8° tot 12°, en in artikel 9, 8°, b), en 9° tot 11°, van het decreet van 21 december 2022;

11° het tweejarig actieplan bedoeld in artikel 21, tweede lid, van het decreet van 21 december 2022 voor de eerste twee jaren van de erkenning;

12° aantonen dat ze binnen haar gewest, gemeenschap of land voldoet aan erkenningsvoorwaarden die gelijkwaardig zijn aan deze bepaald door het decreet van 21 december 2022 indien ze geen maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt onder één categorie van erkenning verstaan het generalistische of gespecialiseerde karakter van de "S.A.A.C.E.", respectievelijk bedoeld in artikel 1, eerste lid, 2° en 3°, van het decreet van 21 december 2022.

§ 3 Gedurende de erkenningsprocedure stelt de aanvrager de administratie in kennis van alle wijzigingen met betrekking tot de in de punten 1 tot en met 10 bedoelde informatie.

In voorkomend geval stelt de administratie het Comité in kennis van de in lid 1 bedoelde wijzigingen.

§ 4. De specifieke thema's en sectoren bedoeld in artikel 6, § 2, tweede lid, van het decreet van 21 december 2022 zijn bouw en voeding.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder "bouw" verstaan de sector die alle fasen van het bouwproces omvat, van de voorbereiding van de bouwplaats via de bouw en de ontwikkeling tot het onderhoud van gebouwen of wegen.

Voor de toepassing van lid 1 wordt onder "voedsel" verstaan: het voedselsysteem, van landbouw en veeteelt tot verwerking (voedingsindustrie) en distributie, met name korte distributiekkanalen.

Art. 4. § 1^{er}. De Administratie bericht ontvangst van de erkennings- of verlengingsaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Als de aanvraag onvolledig is, stelt de administratie de aanvrager hiervan binnen vijftien dagen na ontvangst op de hoogte. De aanvrager heeft vijftien dagen de tijd om de ontbrekende documenten of informatie per gewone post of elektronisch in te dienen. Zoniet, is de aanvraag niet-ontvankelijk.

De verzoeker dient de ontbrekende documenten in op dezelfde wijze als de aanvraag bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid.

§ 2. Zodra de administratie een volledige erkenningsaanvraag ontvangt, stuurt zij deze voor advies door naar het Comité.

Het Comité legt zijn met redenen omkleed advies uiterlijk op 30 september voor aan de administratie. Bij ontstentenis wordt het advies niet meer vereist.

§ 3 De Minister beslist uiterlijk op 15 november over de toekenning of verlenging van de erkenning.

De gunstige beslissing om een erkenning te verlenen of te verlengen moet ten minste het volgende bevatten:

1° de erkenningscategorie;

2° het maximum aantal nieuwe projectdragers dat de "S.A.A.C.E." zal ondersteunen per kalenderjaar gedurende de eerste twee jaar van erkenning;

3° het totale maximum aantal toegestane dagen ondersteuning per jaar, voor de eerste twee jaren van de erkenning;

4° in het geval van een generalistische "S.A.A.C.E.", de regio(s) voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin de S.A.A.C.E. gemachtigd is haar activiteiten uit te oefenen.

De Minister kiest, na ontvangst van het advies van het Comité, de regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin de "S.A.A.C.E." erkenning zal aanvragen wanneer een of meer generalistische structuren erkenning aanvragen in meer dan drie regio's voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt, of kiest tussen de "S.A.A.C.E." als meer dan twee gespecialiseerde "S.A.A.C.E." erkenning aanvragen in hetzelfde gebied.

§ 4. De administratie stelt de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister per aangetekende brief in kennis van de ministeriële beslissing.

Het advies van het Comité wordt bij de in lid 1 bedoelde kennisgeving gevoegd.

Art. 5. De aanvraag tot verlenging van de erkenning wordt overeenkomstig artikel 3, § 1, ingediend uiterlijk op 31 mei van het jaar voorafgaande aan het jaar waarvoor de verlenging van de erkenning wordt aangevraagd.

De verlengingsprocedure voor de erkenning wordt geregeld in de artikelen 3 en 4.

Met uitzondering van het twejaarlijks actieplan bedoeld in artikel 3, § 2, 11°, moeten de documenten of inlichtingen bedoeld in artikel 3, § 2, door de aanvrager worden verstrekt indien zij tijdens de lopende erkenningsperiode worden gewijzigd of indien een wijziging voor de toekomst is gepland.

In afwijking van paragraaf 3 hoeft het activiteitenverslag, vermeld in artikel 3, § 2, 7°, niet bij de aanvraag tot verlenging van de erkenning te worden gevoegd.

Art. 6. § 1^{er}. Het aantal projectdragers dat ondersteund wordt door het "S.A.A.C.E." wordt bepaald door de Minister op basis van het actieplan goedgekeurd in overeenstemming met artikel 18, § 1, tweede lid, de situatie en de ontwikkelingen in de sociaaleconomische omgeving van de regio(s) voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt en het activiteitenverslag van het voorgaande jaar.

Het aantal begeleidende projectdragers wordt jaarlijks bepaald voor een periode van twee jaar en wordt om de twee jaar opnieuw geëvalueerd door de Minister op basis van het actieplan goedgekeurd in overeenstemming met artikel 18, § 1, tweede lid, en de situatie en ontwikkelingen in de sociaaleconomische omgeving van de regio(s) voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt en het activiteitenverslag van het voorgaande jaar.

Een projectdrager wordt meegeteld voor het kalenderjaar waarin de overeenkomst, vermeld in artikel 9, 3°, van het decreet van 21 december 2022, waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde, in werking treedt.

§ 2. Het maximaal totaal aantal toegestane dagen begeleiding wordt bepaald door de Minister op basis van het actieplan goedgekeurd in overeenstemming met artikel 18, § 1, tweede lid, de situatie en de ontwikkelingen in de sociaaleconomische omgeving van de regio(s) voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt en het activiteitenverslag van het voorgaande jaar.

Het maximum aantal toegestane dagen begeleiding is vastgesteld per jaar en wordt bepaald voor een periode van twee jaar. Het wordt om de twee jaar opnieuw geëvalueerd door de Minister op basis van het actieplan goedgekeurd in overeenstemming met artikel 18, § 1, tweede lid, en de situatie en ontwikkelingen in de sociaaleconomische omgeving van de regio(s) voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt en het activiteitenverslag van het voorgaande jaar.

Voor de toepassing van de paragrafen 1 en 2 wordt onder de situatie en de ontwikkelingen van de sociaaleconomische omgeving in het bijzonder verstaan het aantal en het profiel van de werkloze werkzoekenden aanwezig in de betrokken regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt of de evolutie van het aantal werkloze werkzoekenden aanwezig op het hele grondgebied van het Franse taalgebied tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de "S.A.A.C.E." wordt uitgeoefend.

Art. 7. § 1^{er}. De aanvrager kan binnen dertig dagen na de kennisgeving van de ministeriële beslissing bedoeld in artikel 4, § 3, bij de administratie per aangetekende brief een gemotiveerd beroep instellen tegen de beslissing bedoeld in artikel 4, § 3. Bij niet-naleving van deze termijn is het beroep onontvankelijk.

Het in lid 1 bedoelde beroep heeft geen schorsende werking.

§ 2. De administratie bevestigt de ontvangst van het beroep per aangetekende brief binnen tien dagen na ontvangst. Ze onderzoekt het dossier en stuurt deze binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het van het beroep voor advies door naar het Comité.

Het Comité kan de wettelijke vertegenwoordigers van de aanvrager van de erkenning of van de verlenging daarvan horen, hetzij op eigen initiatief hetzij op hun verzoek.

Vóór de in lid 2 bedoelde hoorzitting zendt de administratie de aanvrager per gewone post of langs elektronische weg een elektronische oproep waarin de specifieke punten worden uiteengezet waarover hij zal worden gehoord.

Het Comité legt zijn met redenen omkleed advies voor aan de administratie binnen dertig dagen na de in lid 2 bedoelde hoorzitting.

Indien de in lid 4 bedoelde termijn niet in acht wordt genomen, is het advies van het Comité niet langer vereist.

§ 3. Na ontvangst van het advies van het Comité stuurt de administratie binnen vijftien dagen een voorstel van beslissing naar de Minister.

De Minister beslist over het beroep binnen dertig dagen na de datum waarop de administratie de voorgestelde beslissing heeft verzonden.

De administratie stelt de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van de beslissing van de Minister per aangetekende brief of per elektronische weg in kennis van de ministeriële beslissing.

Art. 8. § 1^{er}. De Minister kan, na raadpleging van het Comité, beslissen de erkenning of verlenging van de erkenning van het "S.A.A.C.E." op te schorten of in te trekken.

§ 2. In geval van schorsing van de erkenning of hernieuwing van de erkenning vermeldt de beslissing de datum waarop de "S.A.A.C.E." zich in regel moet stellen met de voorwaarden en verplichtingen die ze niet is nagekomen, alsook, in voorkomend geval, de voorwaarden voor de schorsing van de subsidie.

De beslissing om de erkenning of vernieuwing van de erkenning op te schorten, mag niet langer dan honderdtachtig dagen duren.

Na de opschortingsperiode kan de Minister de erkenning of de hernieuwing van de erkenning intrekken indien de "S.A.A.C.E." nog steeds niet voldoet aan de voorwaarden voor erkenning of hernieuwing van de erkenning of nog steeds niet voldoet aan de verplichtingen vastgesteld bij of krachtens het besluit van 21 december 2022.

§ 3. Het Comité nodigt per aangetekende brief de vertegenwoordigers van de "S.A.A.C.E." uit om gehoord te worden alvorens, in voorkomend geval, de beslissing tot schorsing of intrekking van haar erkenning of tot hernieuwing van haar erkenning te nemen.

Ze worden pas gehoord na het versturen van een oproeping door de administratie waarbij de aangelegenheden waarover het Comité het standpunt van de "S.A.A.C.E." wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden.

Het Comité brengt advies uit binnen zeventig dagen na ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag overgemaakt door de administratie.

Art. 9. Het Comité legt de regels voor zijn werking vast in een huishoudelijk reglement. Het huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister.

Afdeling 2. — Subsidies

Art. 10. § 1^{er}. De Minister kent aan de "S.A.A.C.E.", binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, een jaarlijkse subsidie toe om de kosten bedoeld in artikel 10, § 1, van het decreet van 21 december 2022 te dekken.

De subsidie bedoeld in het eerste lid wordt bepaald op basis van de doelstellingen opgenomen in het tweejarig actieplan bedoeld in artikel 21, § 2 van het decreet van 21 december 2022.

§ 2 De subsidie bedoeld in § 1, eerste lid, wordt als volgt uitbetaald :

1° een eerste schijf van vijfenzeventig procent wordt betaald bij de kennisgeving van het ministerieel besluit tot subsidieverlening als voorschot en uiterlijk op 15 maart ;

2° het saldo van vijftwintig procent wordt betaald uiterlijk op 30 september van het jaar volgend op het jaar waarop de jaarlijkse toelage betrekking heeft, op basis van een vordering en na ontvangst door de administratie van het activiteitenverslag overeenkomstig artikel 17.

Het saldo wordt toegekend op basis van de te leveren prestaties die door het Comité worden gevalideerd als onderdeel van het monitoringproces overeenkomstig artikel 20.

Voor betalingen in het kader van dit besluit kan geen verwijlinterest worden gevorderd.

§ 3. De forfaitaire bedragen bedoeld in artikel 13 van het decreet van 21 december 2022 zijn de volgende:

1° ter informatie en begeleiding : 403,5 voor een forfaitaire duur van een halve dag werk;

2° voor de diagnose van een project van zelftewerkstelling: 2.421 euro voor een forfaitaire duur van drie dagen;

3° voor de opvolging van een project van zelftewerkstelling, d.w.z. de pre-creatiefasen: 807 per dag, vermenigvuldigd met het aantal aangetoonde gepresteerde dagen, met een maximum van tien dagen verspreid over achttien maanden;

4° voor de opvolging van een project van zelftewerkstelling, d.w.z. de precreatie- en tesfasen: 807 per dag, vermenigvuldigd met het aantal aangetoonde gepresteerde dagen, met een maximum van twintig dagen verspreid over vierentwintig maanden;

5° voor de opvolging van een project van zelftewerkstelling, d.w.z. de fases na de creatie: 807 per dag, vermenigvuldigd met het aantal aangetoonde gepresteerde dagen, met een maximum van vier dagen per jaar over een maximum van zesentwintig maanden;

6° voor het ontwerp van een workshop voor capaciteitsopbouw voor projectdragers of ondernemers: 3228 euro voor een forfaitaire duur van vier dagen;

7° voor het uitvoeren van een workshop voor de capaciteitsopbouw van projectdragers of ondernemers: 1210,5 euro voor een forfaitaire duur van anderhalve dag.

§ 4. De forfaitaire bedragen waarnaar wordt verwezen in paragraaf 3 dekken alle directe en indirecte kosten die worden gegenereerd door de steun die de "S.A.A.C.E." biedt, zoals :

1° de bezoldiging van de begeleiders;

2° de bezoldiging van de assistenten;

3° de bezoldiging van de directie;

4° de IT-kosten in verband met de begeleidende diensten;

5° de afschrijving van apparatuur gebruikt in de begeleidende diensten;

6° de kosten voor communicatiestrategie, promotie en branding;

7° het bouwen aan gemeenschappen en groepen van ondernemers;

8° de indirecte kosten die door de steun worden gegenereerd, zoals :

- De kosten in verband met het gebruik van het gebouw;

- de kosten voor het inrichten en onderhouden van het pand;

- de reinigingsproducten en -materialen;

- klein kantoomateriaal;

- standaard IT-apparatuur en -benodigdheden;

- de aankoop van licenties en standaardsoftware;

- telecommunicatiekosten;

- restaurant- en voedingskosten;

- vertaal- en tolkkosten;

- documentatie- en bibliografiekosten;

- post- en verzendkosten;

- kosten van dienstreizen;

- inschrijvingskosten van personeel voor seminars en colloquia;

- kosten inzake personeelsvorming.

- kosten in verband met ondersteunende Comités en technische en strategische vergaderingen.

§ 5. De in paragraaf 3 bedoelde bedragen worden in januari van elk jaar geïndexeerd door deze bedragen te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de cijfers van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gezondheidsindex afgevlakt, voor de maanden september en oktober van het voorgaande jaar, gedeeld door het gemiddelde van de cijfers van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gezondheidsindex afgevlakt, voor de maanden september en oktober van het jaar voorafgaand aan het voorgaande jaar. Het bedrag dat voortvloeit uit deze indexatieberekening wordt vervolgens naar boven afgerond op het dichtstbijzijnde hele getal.

§ 6 Het bedrag, vermeld in artikel 10, § 4, eerste lid, van het decreet van 21 december 2022, wordt door de Minister in één schijf en een enkele keer betaald bij de kennisgeving van de toekenning van de erkenning.

Art. 11. De subsidie bedoeld in artikel 12 van het decreet van 21 december 2022 wordt toegekend door de Minister, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, op basis van het activiteitenverslag dat de toename van het activiteitsniveau aantoont.

Het wordt berekend overeenkomstig artikel 10, § 2, op basis van de globale forfaitaire bedragen bedoeld in artikel 10, § 3, geïndexeerd overeenkomstig artikel 10, § 5.

Art. 12. § 1^{er}. Overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 21 december 2022 analyseert de administratie de gedetailleerde jaarrekeningen die door de "S.A.A.C.E." worden ingediend en vergelijkt ze deze met de werkelijk door de "S.A.A.C.E." uitgeoefende activiteit, met name in het licht van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 21, § 1, van het decreet van 21 december 2022.

§ 2. Overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van het decreet van 21 december 2022 wordt de winst van het boekjaar niet in mindering gebracht van de subsidie ten belope van het bedrag van de winst van het boekjaar dat is toegekend:

1° aan de verrekening van overgedragen verliezen;

2° aan een reserve voor sociaal passief;

3° aan een reserve voor toekomstige investeringen;

4° aan de overgedragen winst.

Het maximumbedrag dat kan worden toegewezen aan overgedragen winst is 10

van de winst van het boekjaar, inclusief alle subsidiebronnen. De aldus overgedragen winst moet worden gebruikt om eventuele toekomstige verliezen te compenseren.

Voor de toepassing van de leden 1 en 2 wordt verstaan onder:

1° winst van het boekjaar : het positieve bedrag vermeld hetzij in code 9904 van het verkort of volledig model van de jaarrekening voor verenigingen, getiteld "Positief (negatief) resultaat van het boekjaar", hetzij in code 13033 van de algemene rekening, getiteld "overschot van het lopende boekjaar";

2° sociale verplichtingen: ontslag- en outplacementkosten.

Lid 1^{er} is niet van toepassing op het gedeelte van de winst van het boekjaar dat voortvloeit uit de vervreemding van een vast actief waarvan een gedeelte van de waarde via afschrijvingen met één of meer subsidies is verrekend. De toekomstige investeringen bedoeld in lid 1, 3°, komen slechts in aanmerking voor de subsidie na aftrek van het gereserveerde bedrag.

§ 3 Het percentage bedoeld in artikel 4, § 2, vierde lid, van het decreet van 21 december 2022 wordt berekend op de brutomarge van de door de projectdrager ontwikkelde activiteit, die wordt uitgedrukt als het verschil tussen de omzet (rekeningen 70) en de directe aankopen (rekeningen 60) die rechtstreeks betrokken zijn bij zowel de productie van goederen (materieel en immaterieel) als de levering van diensten, verkocht aan de eindafnemer.

Afdeling 3. — Verplichtingen

Art. 13. De erkende S.A.A.C.E. ondertekent een samenwerkingsovereenkomst met "Wallonie Entreprendre" met de algemene principes voor de begeleiding van projectdragers en bedrijven in het Waals Gewest, zoals bepaald in artikel 9, paragraaf 1, 2°, van het decreet van 21 december 2022.

Art. 14. § 1^{er}. De erkende S.A.A.C.E. sluit een beroepsopleidingscontract af met FOREm en met de projectdrager voor de precreatie- en testfasen van de zogenaamde opvolging van een project voor zelftewerkstelling.

§ 2 De begeleiding van projectdragers door een "S.A.A.C.E." tijdens de precreatiefase en de testfase wordt gelijkgesteld met een voltijdse beroepsopleiding krachtens het decreet van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding.

Voor de toepassing van lid 2 geniet de projectdrager de voordelen die worden toegekend in toepassing van de artikelen 2 tot 6 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de toekenning van bepaalde voordelen aan stagiairs die een beroepsopleiding volgen, uitsluitend voor de uren die worden gewerkt in de "S.A.A.C.E." tijdens de werkplaatsafspraken, de begeleidingsgesprekken of de opleiding.

HOOFDSTUK 3. — Ondersteuningsstructuur aan de "S.A.A.C.E."

Art. 15. § 1^{er}. De minister wijst de ondersteuningsstructuur van de "S.A.A.C.E.", bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 december 2022, aan na een openbare aanbesteding.

§ 2. Deze structuur moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° worden opgericht als vereniging zonder winst oogmerk;

2° ondersteuning bieden aan "S.A.A.C.E." en de belangen van alle erkende "S.A.A.C.E." vertegenwoordigen;

3° meer dan de helft van de "S.A.A.C.E." als leden hebben;

4° zich ertoe verbinden de beginselen van het decreet van 21 december 2021 na te leven.

Art. 16. § 1^{er}. De minister bepaalt de subsidie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 21 december 2022.

De subsidie bedoeld in het eerste lid dient ter dekking van de werkingskosten, de personeelskosten en de kosten verbonden aan de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 december 2022.

§ 2. De "S.A.A.C.E." ondersteuningsstructuur dient een jaarlijks actieplan en een jaarlijks activiteitenverslag met gedetailleerde jaarrekeningen ter goedkeuring in bij de Minister of zijn afgevaardigde.

Het in lid 1 bedoelde actieplan wordt elk jaar uiterlijk op 15 november per gewone post of langs elektronische weg ingediend voor het volgende begrotingsjaar.

Het in lid 1 bedoelde activiteitenverslag wordt elk jaar uiterlijk op 31 maart ingediend.

De administratie kan het advies van "Wallonie Entreprendre" inwinnen over het in lid 1 bedoelde actieplan en zendt het in lid 1 bedoelde jaarlijkse activiteitenverslag ter informatie toe aan "Wallonie Entreprendre".

§ 3. De subsidie wordt als volgt betaald :

1° een eerste schijf van tachtig procent;

2° een saldo van twintig procent, na controle van de bewijsstukken en goedkeuring van het jaarlijks activiteitenverslag door de Minister of zijn afgevaardigde.

De subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig artikel 10, § 5.

HOOFDSTUK 4. — Beoordeling en controle

Afdeling 1. — Opvolging en beoordeling

Art. 17. § 1^{er}. De "S.A.A.C.E." stuurt de administratie jaarlijks uiterlijk op 31 maart per gewone post of langs elektronische weg een activiteitenverslag waarvan het model wordt bepaald door de Minister of zijn afgevaardigde.

§ 2. Het verslag bedoeld in paragraaf 1 weerspiegelt de activiteit van de "S.A.A.C.E." en bevat ten minste :

1° de vooruitgang bij de uitvoering van het tweejarig actieplan bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet van 21 december 2022 door middel van de elementen vermeld in artikel 21, § 1, tweede en vierde lid, van hetzelfde decreet;

2° elke wijziging met betrekking tot de samenstelling van het bestuursorgaan en het personeel tewerkgesteld door de "S.A.A.C.E.";

3° een kritische analyse van de successen en eventuele mislukkingen.

De administratie analyseert het verslag en stuurt het binnen een maand na ontvangst door naar het Comité.

De "S.A.A.C.E." dient haar gedetailleerde jaarrekeningen uiterlijk op 30 juni in bij de administratie.

Art. 18. § 1^{er}. De S.A.A.C.E. bezorgt de administratie, per gewone post of elektronisch, het tweejarig actieplan bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet van 21 december 2022, waarvan het model wordt bepaald door de Minister of zijn afgevaardigde, in overleg met zijn partners.

De Minister of zijn afgevaardigde keurt het tweejarige actieplan goed binnen twee maanden na ontvangst van het tweejarige actieplan dat naar vorm en inhoud volledig is.

Het tweejarige actieplan houdt in het bijzonder rekening met de situatie en ontwikkelingen in de sociaaleconomische omgeving van de regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt waarin de S.A.A.C.E. is erkend en, indien van toepassing, voor elk van deze gebieden.

Voor de toepassing van het derde lid wordt onder de situatie en de ontwikkelingen van de sociaaleconomische omgeving in het bijzonder verstaan het aantal en het profiel van de werkloze werkzoekenden aanwezig in de betrokken regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt of de evolutie van het aantal werkloze werkzoekenden aanwezig op het hele grondgebied van het Franse taalgebied tijdens het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de "S.A.A.C.E." wordt uitgeoefend.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde actieplan omvat ten minste de volgende elementen:

1° een tweejaarlijkse prognose van het aantal projectdragers of ondernemers dat zal worden ondersteund, en respectievelijk het aantal te leveren prestaties zoals informatie, begeleiding, diagnose, opvolging of workshops voor capaciteitsopbouw;

2° de gemiddelde creatiegraad geraamd op basis van de prognose bedoeld in het eerste lid, 1°;

3° een tweejarige projectie van het aantal bedrijven dat zal worden opgericht als gevolg van de ondersteuning die de "S.A.A.C.E." biedt als onderdeel van de te leveren prestaties in categorieën 3 en 4 van de productbenchmark;

4° de omzettingsgraad van diagnoses van een zelftewerkstellingsproject in opvolging van een te bereiding zelftewerkstellingsproject;

5° een schatting van de overlevingskansen van de bedrijven over drie en vijf jaar.

In paragraaf 2, 3°, betekent "opgerichte onderneming" elke nieuwe rechtspersoon die geregistreerd is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

§ 3. De "S.A.A.C.E." stuurt de autoriteiten uiterlijk op 1 oktober haar tweejarig actieplan voor het tweede en vierde jaar van erkenning.

Art. 19. § 1^{er}. De beoordeling van het behalen van de doelstellingen van een "S.A.A.C.E." richt zich op de kwaliteit van de te leveren prestaties en wordt uitgevoerd door middel van steekproeven.

§ 2. De parameters van het steekproefsgewijs beoordelingsproces worden vastgelegd in een beoordelingsplan, vastgesteld en gevalideerd door het Comité, dat overeenstemt met de duur van het tweejarig actieplan bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet van 21 december 2022.

Naast de steekproefsgewijze beoordelingsmethodes bepaalt het beoordelingsplan, per "S.A.A.C.E." en per type begeleidingsgebied bedoeld in artikel 15 van het decreet van 21 december 2022, het minimumpercentage van de te leveren prestaties waarvan de kwaliteit moet worden beoordeeld.

§ 3. Kwaliteit wordt beoordeeld op basis van de criteria in het referentiekader voor productaanbiedingen en de bijbehorende sjablonen voor de te leveren prestaties.

Bij de kwaliteitsbeoordeling wordt rekening gehouden met de tevredenheid van de projectdrager via een tevredenheidsvragenlijst die door de Minister of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld.

De kwaliteitsbeoordeling wordt uitgevoerd door "Wallonie Entreprendre", dat regelmatig een beoordelingsrapport indient bij de administratie.

De door "S.A.A.C.E." geproduceerde de te leveren prestaties worden door "S.A.A.C.E." doorgestuurd volgens de door de Minister of zijn afgevaardigde vastgestelde procedures.

Art. 20. § 1^{er}. Het Comité valideert de door de S.A.A.C.E. geproduceerde de te leveren prestaties op basis van de kwaliteitsbeoordeling overeenkomstig artikel 19 uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het jaar van erkenning waarop de kwaliteitsbeoordeling betrekking heeft.

§ 2. Wanneer de doelstellingen van een S.A.A.C.E. niet worden behaald of de kwaliteit van de te leveren prestaties onvoldoende wordt geacht door de Commissie:

1° Wallonie Entreprendre breidt het minimumpercentage de te leveren prestaties uit waarvan de kwaliteit moet worden beoordeeld;

2° het Comité kan de vertegenwoordigers van de "S.A.A.C.E." horen om hun argumenten naar voren te brengen;

3° het Comité doet aanbevelingen aan het S.A.A.C.E. om haar te helpen haar doelstellingen te bereiken en de kwaliteit van haar begeleiding te verbeteren;

4° de Minister kan het bedrag van de subsidies, vermeld in artikel 10, verminderen of een deel ervan terugvorderen overeenkomstig de procedure, vermeld in artikel 22, tweede tot en met zesde lid.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 4°, wordt de vermindering of terugvordering overwogen rekening houdend met het evenredigheidsbeginsel en de ernst of de herhaling van het niet bereiken van de doelstellingen van de "S.A.A.C.E." of de ontoereikende kwaliteit van de te leveren prestaties.

Afdeling 2. — Controle

Art. 21. Overeenkomstig artikel 23, lid 2, van het decreet van 21 december 2022 worden de "S.A.A.C.E.'s" die aan een inspectie worden onderworpen, geselecteerd volgens een methodologie die is aangepast aan de controlestrategie die door het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst wordt bepaald op basis van een risicoanalyse.

Art. 22. In geval van niet-naleving van de verplichtingen vastgesteld bij of krachtens het decreet van 21 december 2022 of van schorsing of intrekking van de erkenning van een "S.A.A.C.E.", kan de Minister één of meer van de sancties voorzien in artikel 24, § 1, van het decreet van 21 december 2022 toepassen.

Voorafgaandelijk richt de administratie bij elk middel waarmee de zending een vaste datum verleend wordt een verwittiging aan de "S.A.A.C.E.", waarbij deze uitgenodigd wordt binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van de verwittiging de administratie haar bemerkingen en verweermiddelen te laten geworden.

De vertegenwoordigers van de betrokken "S.A.A.C.E." kunnen op eigen aanvraag gehoord worden door de administratie binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van haar bemerkingen en verweermiddelen.

De administratie maakt het dossier, een uitvoerig verslag en een voorstel tot beslissing aan de Minister of aan diens gemachtigde over.

De Minister of diens gemachtigde neemt zijn beslissing binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door de Administratie.

Binnen een termijn van tiendagen na ontvangst van de ministeriële beslissing geeft de administratie bij elk middel waarmee de zending vaste datum verleend wordt, kennis van de beslissing aan de betrokken "S.A.A.C.E."

De administratie is ermee belast alle onverschuldigd betaalde steun terug te vorderen bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen.

HOOFDSTUK 5. — *Verwerking van de persoonsgegevens*

Art. 23. § 1^{er}. De administratie is de verantwoordelijke voor de verwerking bedoeld in artikel 25, paragraaf 1, van het decreet van 21 december 2022.

§ 2. De persoonsgegevens betreffende het personeel van de "S.A.A.C.E." die bij de uitvoering van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten kunnen worden verwerkt zijn de volgende:

1° persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé-adres of zakelijk adres, privé- of zakelijk telefoonnummer, identificatoren toegewezen door de verantwoordelijke voor de verwerking;

2° gegevens met betrekking tot de academische loopbaan: bezochte schooltypes, behaalde diploma's, evaluaties van de academische vooruitgang;

3° gegevens over de huidige tewerkstelling: werkgever, functietitel en -omschrijving, graad, plaats van tewerkstelling, specialisatie of type bedrijf, arbeidsvoorwaarden, vorige functies en ervaring bij huidige werkgever, arbeidsregeling.

§ 3. De persoonsgegevens met betrekking tot projectdragers die waarschijnlijk zullen worden verwerkt in het kader van de uitvoering van het decreet van 21 december 2022 zijn:

1°de persoonlijke identificatiegegevens: naam, privé-adres of zakenadres, privé- of zaketelefoonnummer, identificatoren toegewezen door de verantwoordelijke voor de verwerking, identificatienummer in het Rijksregister indien de betrokkene een in het Rijksregister ingeschreven natuurlijke persoon is of het identificatienummer van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, indien het gaat om gegevens met betrekking tot een natuurlijke persoon die niet in het Rijksregister is ingeschreven, het statuut;

2°de elektronische identificatiegegevens;

3° de persoonsgegevens: leeftijd, geslacht en nationaliteit

4° de gegevens met betrekking tot de academische achtergrond: behaalde diploma's;

5° gegevens over de huidige tewerkstelling: werkgever, functietitel en -omschrijving, graad, plaats van tewerkstelling, specialisatie of type bedrijf, arbeidsvoorwaarden, vorige functies en ervaring bij huidige werkgever, arbeidsregeling.

6° informatie over de motivatie, ervaring en doelstellingen van de projectdrager;

7° gegevens met betrekking tot het project van de projectdrager.

HOOFDSTUK 6. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 24. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E.");

2° artikel 2/1, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2021.

Art. 25. § 1^{er}. Beslissingen om de erkenning van S.A.A.C.E. goed te keuren of te vernieuwen die zijn verleend overeenkomstig het voornoemde besluit van 15 juli 2008 vóór de inwerkingtreding van dit besluit, blijven onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse regering van 23 april 2009 waarnaar wordt verwezen in artikel 23, met uitzondering van de artikelen 2 tot en met 6, tot uiterlijk 30 juni 2023.

§ 2. De volgende bijzondere voorwaarden zijn van toepassing op erkenningen die ingaan op 1 januari 2023:

1° de "S.A.A.C.E." erkent krachtens het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling) (afgekort "S.A.A.C.E") moeten hun erkenningsaanvraag uiterlijk op 9 januari 2023 indienen;

2° het Comité brengt uiterlijk op 31 mei 2023 advies uit;

3° de Minister neemt uiterlijk op 31 juli 2023 een beslissing over de erkenningsaanvraag;

4° het tweejarig actieplan wordt ten laatste op 9 januari 2023 naar de administratie gestuurd.

Art. 26. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 27. De Minister van Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE